

Verdict sur le PSE de Ford-Blanquefort (33) : un répit ou un pas de plus vers la fermeture

[A LA UNE PHILIPPE POUTOU](#)

Publié le 28/01/2019 à 7h59. Mis à jour à 8h03 par [SudOuest.fr](#) avec AFP.

La Direction du travail (Direccte) doit rendre sa décision - homologation ou pas - sur le Plan de sauvegarde de l'emploi de Ford pour son usine de boîtes de vitesse de Blanquefort, site industriel emblématique de Gironde, où la menace se précise, malgré les efforts conjugués des syndicats et de Bercy.

ARCHIVES THIERRY DAVID / SUD OUEST

La Direction du travail (Direccte) de Nouvelle-Aquitaine doit se prononcer ce lundi sur le "plan de sauvegarde de l'emploi" de Ford, qui compte 870 salariés

La Direction du travail (Direccte) doit annoncer ce lundi si elle valide ou non le "plan de sauvegarde de l'emploi" de Ford pour son usine de Blanquefort, étape décisive pour un site industriel emblématique de Gironde aux **870 emplois**, accroché à l'espoir d'une reprise.

Le constructeur américain, qui avait annoncé il y a près d'un an sa volonté de se désengager de l'usine de boîtes de vitesses implantée en 1972, avait refusé en décembre un offre de reprise de la société franco-belge basée à Strasbourg Punch-Powerglide, pourtant appuyée par l'État et les syndicats. Une offre qui porterait sur environ 400 emplois.

"L'urgence, c'est la non-homologation lundi"

La Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi (Direccte) de Nouvelle-Aquitaine s'est ensuite donné jusqu'au 28 janvier pour instruire et rendre une décision sur le PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) soumis par Ford. Une non-homologation de ce plan, qu'espèrent ardemment les syndicats, permettrait "de gagner du temps" crucial, en l'occurrence quelques semaines supplémentaires pour que Ford réponde aux objections de la Direccte.

La rédaction vous conseille

"L'urgence c'est la non-homologation lundi, sachant très bien que cela ne règle pas tout. Cela donne seulement un répit, une chance supplémentaire. Mais c'est déterminant, incontournable", a estimé vendredi Philippe Poutou, délégué CGT à Ford-Blanquefort, au sortir d'une réunion à Bercy avec une délégation de l'intersyndicale.

"Il faut se donner les moyens de faire plier Ford, et aussi pour que le projet de reprise se concrétise" Philippe Poutou

Car le délai supplémentaire, estime-t-on de sources syndicales, permettrait à Punch de consolider son offre, notamment "produire une ou des lettres d'intention" (de commandes) de constructeurs. Une assurance qui, du point de vue du personnel, se fait attendre.

"Il faut tout envisager"

Dans le cas d'une homologation par la Direccte, "Ford va dérouler son PSE" et compliquer le scénario d'une reprise, craint-on de mêmes sources.

Le plan intéresserait une partie du personnel. Des prises de contact d'un cabinet de reclassement avec le personnel ont déjà eu lieu ces dernières semaines. Et le personnel le plus qualifié, facilement reclassable, est justement celui que Punch pourrait souhaiter conserver.

"Si le plan est accepté, il sera difficile de continuer vers la reprise", estime-t-on de source proche du dossier.

Pour autant, le sort de Ford-Blanquefort ne serait pas forcément encore scellé, "si l'offre de reprise se consolidait entretemps", veut-on croire de source syndicale. Une rencontre entre l'intersyndicale et Punch-Powerglide est prévue début février en Alsace.

Si Ford reste sur son refus de cession, Philippe Poutou, lui, estime qu'"il faut tout envisager, y compris les plans de secours".

Il se redit "favorable à ce que l'Etat envisage de prendre le contrôle de l'usine (...) pour la rendre disponible à un autre projet". Un rachat provisoire, "solution originale" à [laquelle le ministre de l'Economie Bruno Le Maire s'était dit "prêt" en décembre.](#)

La décision de Ford mi-décembre de refuser l'offre de Punch, après des mois d'implication de l'Etat pour trouver un repreneur, avait provoqué une levée de boucliers politiques, locale, et nationale, jusqu'au président de la République qui avait jugé l'attitude du constructeur "hostile et inacceptable". Une "trahison", avait estimé Bruno Le Maire. Il a assuré depuis, début janvier, que "les discussions continuaient" pour convaincre Ford de ne pas fermer l'usine. Discussions sans aucune garantie, convient-on de sources concordantes. Et sur fond d'horloge qui tourne, avec la fin de production à Blanquefort—déjà au ralenti—programmée pour fin août 2019.